



Le modèle social belge n'est plus un modèle



Marc De Vos
Directeur
Itinera Institute

Rerum novarum et le premier mai connaissent chaque année une dose de mélodrame et de propagande. Cette année, les syndicats et les mutuelles chrétiennes et socialistes ensemble ont défendu ce qu'ils appellent le « modèle social belge ». Dans un plan à dix points, ils plaident notamment contre l'influence du marché, et pour plus d'intervention publique dans la sécurité sociale.

L'appel des syndicats et des mutuelles unies était prévisible. En effet, ils sont eux-mêmes les architectes et principaux gérants d'un système qu'ils aimeraient qualifier de modèle. Leur inquiétude pour la solidarité et la protection sociale sonne bien, et je la partage pleinement. Par contre, la réduction de cette inquiétude au souci conservateur de maintenir le modèle social « sacré » belge n'est pas du tout crédible.

Le modèle social belge, pour autant qu'il y en ait eu un, est sous pression existentielle depuis 30 ans. Nous avons

pu faire semblant, pendant les années 70 et 80 du siècle dernier, grâce au déficit spending et à une dévaluation monétaire. Mais depuis que l'orthodoxie budgétaire est devenue une obligation légale politique imposée par l'Union Européenne, le niveau de protection social s'est érodé, lentement, mais systématiquement.

Nos pensions légales, dans le secteur privé et pour les indépendants, sont, au regard du revenu gagné auparavant, pratiquement les plus basses d'Europe. Et parce que ces pensions légales ont longtemps été considérées comme un dogme, les pensions complémentaires se trouvent encore dans leur phase initiale. La pauvreté belge est importante, persistante et souvent même héréditaire. Le chômage de masse ne se solutionne même pas en période de haute conjoncture, malgré la manne d'emplois vacants. Entre-temps, le vieillissement avance à grands pas, et il nous manque l'espace budgétaire et le courage politique pour le préparer pour la prochaine génération. Un pays modèle vous dites ?

Et puis il y a encore la grande fierté belge: les soins de santé. A cet égard, il nous faut briser deux mythes. Le premier est celui d'un gouvernement interventionniste comme alternative supérieure au marché maudit. La réalité est que l'initiative privée est le moteur des soins de santé belges, alors que l'autorité publique exerce surtout un pouvoir régulateur et subsidiant. Les médecins sont des petits indépendants dans un système ouvert où la liberté de choix du patient et la rémunération à l'acte du médecin assurent le fonctionnement du marché. Et même si les hôpitaux ont le statut d'ASBL, ils opèrent comme de vraies entreprises dont les recettes reviennent in fine à leur réseau ou au personnel médical. Les avancées formidables dans la technologie médicale et les médicaments sont pour la plus grande partie le fruit de l'innovation des entreprises privées. Et avant qu'on ne l'oublie : le patient belge paie pratiquement 30% des soins de santé à titre privé, directement via le ticket modérateur et indirectement via l'assurance complémentaire.

Le deuxième mythe est celui des soins de santé belges comme référence internationale. Un tout nouveau rapport de l'itinera Institute nuance cette

rhétorique triomphaliste. Certes, nos soins de santé marquent des points en termes d'accessibilité pour le patient – justement une conséquence positive du fonctionnement du marché mentionné ci-dessus. Mais en matière de qualité, l'image est beaucoup plus floue. Pour autant qu'il existe des chiffres comparables, ils renvoient à des prestations médiocres. Selon l'indicateur, la Belgique oscille entre la 15^e et la 20^e place dans les classements de qualité des 28 pays membres de l'OCDE.

La situation de nos soins de santé est symptomatique pour l'ensemble de la sécurité sociale belge. Depuis un quart de siècle, la gestion des soins de santé passe essentiellement par le contrôle budgétaire. La politique des soins de santé est devenue une politique budgétaire. Les dépenses publiques en soins de santé croissent plus rapidement que

notre économie : presque 5% par an en moyenne – hors inflation – ces 30 dernières années. Néanmoins, de nombreux besoins ne sont toujours pas couverts, en témoigne l'importance de la part financée par les particuliers.

Le budget des soins de santé croît donc trop rapidement pour notre économie, mais trop lentement pour nos besoins. Or ces besoins vont augmenter de manière spectaculaire pendant les décennies à venir, entre-autres, à cause

“
Le modèle social belge est sous pression existentielle depuis trente ans, il doit être réformé pour survivre.”



Le modèle social belge n'est plus un modèle

du vieillissement, de la poussée des maladies chroniques et des évolutions médicales et technologiques vers une médecine plus individualisée, et donc plus couteuse. La brèche entre ce qui est possible budgétairement et ce qui est nécessaire socialement risque de devenir

un véritable fossé. Défendre le statu quo c'est donc plaider pour l'échec du système. Maintenir la protection sociale belge nécessite des réformes.

Marc De Vos
Directeur Itinera Institute

Paru dans Le Soir
du 2 mai 2008

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
